

DISCOURS DU CHEF DE L'ETAT

En réponse aux vœux du Corps diplomatique.

Yaoundé, le 06 janvier 2017

Monsieur le Doyen du Corps diplomatique,
Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

C'est un grand plaisir pour moi, toujours renouvelé, de vous recevoir en ce lieu pour la cérémonie traditionnelle de présentation des vœux du Corps diplomatique. Nous avons ainsi chaque année l'heureuse occasion de faire, ensemble, un tour d'horizon de la situation internationale.

Sans attendre, je remercie votre Doyen pour son analyse subtile de ladite situation et ses paroles encourageantes pour le Cameroun. Les vœux qu'il a également exprimés, en votre nom, pour mon pays, ma famille et moi-même, me sont allés droit au cœur.

Vous avez, Monsieur le Doyen du Corps diplomatique, souligné l'exploit de notre peuple. Il a su, à partir de ses nombreuses diversités, reconstituer son unité. Je l'ai toujours dit, cette unité se confond avec l'existence même de notre peuple.

Je ne cesse d'inviter mes compatriotes à veiller jalousement à ce que jamais cette unité ne s'arrête.

Notre diversité fait partie de notre identité.

Notre peuple est attaché à ces deux valeurs fondamentales : unité et diversité.

Dans l'esprit de dialogue qui a toujours été le mien, je continuerai, avec l'ensemble de mes compatriotes, à tout mettre en œuvre pour renforcer notre vouloir vivre ensemble.

Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

Les données fondamentales de la conjoncture mondiale n'ont malheureusement guère changé au cours des derniers mois.

Trois problèmes demeurent au centre des préoccupations des peuples et de leurs dirigeants : les atteintes à la sécurité, l'instabilité de l'économie et la dégradation de l'environnement.

S'agissant de la sécurité, les opinions publiques constatent avec inquiétude la persistance, voire l'aggravation des tensions, surtout au Proche et Moyen-Orient et en Afrique.

Dans la première de ces régions, plus précisément en Syrie et en Irak, il s'agit désormais d'une guerre d'une grande ampleur entre plusieurs antagonistes. Cette guerre cruelle fait de nombreuses victimes innocentes et jette sur les routes des masses de réfugiés. Actuellement, le régime de Damas est à l'offensive et semble avoir l'avantage. Mais la complexité de la situation est telle que tout pronostic reste hasardeux.

Personne ne regrettera une éventuelle défaite de l'Etat Islamique qui est un des pôles du terrorisme international.

Il est clair toutefois que le retour à la paix nécessitera de grands efforts diplomatiques et la prise en compte des intérêts politiques, religieux, économiques des diverses parties en cause. Le rapprochement entre Damas et l'opposition syrienne, avalisé par le Conseil de Sécurité, est, à cet égard, un pas dans la bonne direction.

L'expansion du terrorisme, on le sait, n'est pas sans rapport avec la situation au Proche et au Moyen-Orient. Les attentats en Europe, aux Etats-Unis, en Turquie et en Afrique sont le plus souvent revendiqués par l'Etat Islamique. Son effondrement éventuel pourrait faciliter l'éradication des mouvements qui lui ont fait allégeance.

En Afrique notamment, qu'il s'agisse de Boko Haram ou de diverses organisations actives en Lybie et au Sahel, la chute de l'Etat islamique porterait sans doute un coup sévère à la nébuleuse djihadiste sur notre continent.

Cette éventualité exigera qu'une stratégie à long terme de lutte contre le terrorisme soit mise en œuvre par tous les pays en butte à ce fléau.

On doit à ce point souligner l'engagement des grandes puissances qui ont pris l'exacte mesure du danger djihadiste. Il s'agit d'une menace réelle sur la sécurité des Etats et sur la paix globale.

Il convient aussi de mentionner la mobilisation des organisations internationales, au premier rang desquelles l'ONU, qui ont mis à leur ordre du jour la question du terrorisme dans ses aspects sécuritaires et sociétaux.

Il faut enfin rendre hommage aux organismes humanitaires qui sont venus au secours des réfugiés ou des déplacés fuyant les combats ou les persécutions.

Les perspectives de l'économie mondiale suscitent également une grande inquiétude dans les opinions publiques.

L'optimisme qui prévalait dans les débuts de la mondialisation heureuse s'est en grande partie dissipé. Tout en reconnaissant qu'elle a dynamisé le commerce international et fait reculer la pauvreté dans nombre de pays, il lui est aujourd'hui reproché d'être à l'origine de l'instabilité économique et d'avoir amplifié les inégalités.

De façon générale, le désordre actuel est attribué à la dérégulation incontrôlée du système économique et financier mondial, rendue également responsable de la crise qui s'est propagée à partir de 2008. Celle-ci, semble-t-il, n'a pas fini de faire sentir ses effets.

- Au niveau mondial, la croissance, sauf exception, ralentit.
- En Europe, selon les cas, elle stagne plus ou moins.
- Pour leur part, les pays émergents ont dû revoir leurs ambitions et relancer leur économie en stimulant la consommation.
- Quant aux pays en développement, ceux dont l'économie repose exclusivement sur l'exportation du pétrole et des matières premières, ont vu leurs recettes s'effondrer du fait de la chute des cours.

C'est le cas de plusieurs pays d'Afrique Centrale ; ce qui a justifié, à l'initiative du Cameroun, la réunion d'un sommet extraordinaire des Chefs d'Etat à Yaoundé le 23 décembre dernier.

Pour inverser durablement les tendances négatives de l'économie de la sous-région, les Chefs d'Etat ont adopté des mesures combinant une politique budgétaire adéquate, une politique monétaire appropriée et une coopération internationale renforcée.

Ils ont également prescrit des actions en faveur de la diversification de leurs économies pour les rendre plus compétitives et moins vulnérables aux chocs exogènes.

- Dans de nombreux pays, la tendance n'est pas à l'expansion :
 - la production s'essouffle,
 - les investissements marquent le pas,
 - le chômage perdure,
 - les inégalités s'amplifient,

- la crainte du déclassement se répand.

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions, le mécontentement se transmette à la sphère politique. Le protectionnisme gagne du terrain. Le populisme et le nationalisme progressent.

Les Etats, bien entendu, appliquent, quand ils le peuvent, des politiques de relance, parfois freinées par les déficits publics et le poids de la dette. Les grandes organisations internationales économiques et financières sont bien conscientes de l'acuité et de l'urgence des problèmes. Mais les besoins à satisfaire sont tellement importants qu'elles paraissent désarmées par l'énormité et la complexité de la tâche.

Les dérèglements de la mondialisation semblent avoir provoqué une sorte de choc en retour qui risque d'avoir pour conséquence, au niveau des Etats, la tentation de l'isolationnisme. Une telle évolution aurait évidemment des effets dommageables pour la croissance et les échanges internationaux. Pour l'éviter, la solution serait sans doute de réintroduire une dose de régulation dans le système économique mondial afin d'aboutir à une mondialisation mieux maîtrisée.

Par la force des choses, la communauté internationale a dû concentrer son attention sur les problèmes de sécurité et de l'économie. Elle n'en a pas pour autant délaissé les grandes questions liées à l'avenir de la planète, à savoir le développement durable et la protection de l'environnement.

La récente session de l'Assemblée Générale des Nations Unies a donné aux leaders mondiaux l'occasion de revenir sur les objectifs du développement durable qui sont entrés en vigueur au début de cette année. Il s'agira désormais de leur impulser « une nouvelle dynamique pour transformer le monde ».

De son côté, le sommet de la Francophonie, qui s'est tenu en novembre dernier, a délibéré sur l'ambition de construire « un ordre économique plus juste à travers une croissance inclusive et durable ». Même s'il s'agit d'objectifs à long terme, il est réconfortant de constater que ces préoccupations ne sont pas perdues de vue.

De la même façon, les avancées réalisées à Paris, par la COP21 sur le changement climatique, ne sont pas restées lettre morte. Elles ont été reprises à Marrakech par la COP22.

Ce problème important, qui met en cause la survie de l'espèce humaine, continuera, je pense, à faire l'objet d'un suivi attentif, notamment pour vérifier que les engagements qui ont été pris seront tenus.

Qu'il me soit permis, avant de conclure, de dire quelques mots de notre action diplomatique sur la scène continentale, en particulier dans le cadre de nos relations avec l'Union Africaine.

Nous soutenons bien entendu, la réforme de la Commission engagée par sa Présidente.

Par ailleurs, nous espérons que la décision de principe qui a été prise d'établir au Cameroun le siège du Fonds Monétaire Africain entrera bientôt dans les faits.

De même, nous faisons en sorte que la Base Logistique Continentale, qui doit être implantée à Douala, soit bientôt opérationnelle.

Quant au Centre interrégional de Coordination des opérations de sûreté et de sécurité maritime dans le golfe de Guinée, nous sommes prêts à l'accueillir à Yaoundé.

Ces deux derniers projets se situent dans le prolongement des différents sommets sur la sécurité régionale tenus cette année.

Monsieur le Doyen du Corps diplomatique,
Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

Je voudrais maintenant vous prier de bien vouloir transmettre aux hautes autorités que vous représentez, nos vœux les meilleurs pour l'Année Nouvelle.

A vous-mêmes, à vos familles, j'adresse mes souhaits les plus sincères de bonheur, de santé et de succès pour l'année 2017.

Vive la coopération internationale !

Je vous remercie de votre aimable attention.